

Pierre Daix

Dénis de mémoire

Témoins.Gallimard



Collection Témoins

Pierre Daix

Dénis de mémoire

nrf

GALLIMARD

À la mémoire de

*Claude Lalet, exécuté comme otage à
Châteaubriant*

*Christian Rizo et tous mes amis fusillés
en 1942 après les procès de l'OS*

*Olivier Souef et Louis Gros, morts
« triangles rouges » à Auschwitz en 1942*

IN MEMORIAM

La dédicace « À mes amis morts à vingt ans » de mon roman *La Dernière Forteresse*, en 1950, visait non seulement à briser l'oubli, mais à rendre justice à mes camarades. J'ai récidivé en témoignant sur eux dans *J'ai cru au matin*, en 1976, puis avec mes *Hérétiques du PCF*, quatre ans plus tard.

Je me rends compte que les deux dernières éditions de ma biographie d'Aragon, ainsi que *Tout mon temps*, puis les *Jalons pour l'histoire d'un journal* et mon *Bréviaire pour Mauthausen*, enfin le présent témoignage participent d'une seule et même entreprise de révision due aux révélations de l'histoire. Je la considère comme un devoir envers ceux qui restent, à jamais, « les miens ».

I

Les apports de l'histoire qui se fait

*Guy Môquet, Claude Lalet
et les brouillages de la mémoire communiste*

La dernière lettre écrite par le lycéen Guy Môquet avant son exécution à Châteaubriant, le 20 octobre 1941, est revenue dans l'actualité au printemps de 2007 par une initiative du président de la République Nicolas Sarkozy.

L'Humanité consacra une page à l'événement. Sous l'Occupation, Jacques Duclos avait déjà fait de ce fils d'un député communiste un symbole en envoyant à Aragon les éléments qui lui permirent d'écrire « Le témoin des martyrs », un texte vibrant en hommage aux martyrs de Châteaubriant¹.

L'article de *l'Humanité* évoquait en passant Claude Lalet, étudiant communiste fusillé lui aussi à Châteaubriant, mais pour renvoyer sa résistance à 1941, ce qui la banalisait, alors que Môquet était présenté à juste titre comme ayant été

1. Diffusé sous forme de tracts en 1942, ce texte fut édité ensuite dans la clandestinité par les Éditions de Minuit, en janvier 1944, sous le titre *Le Crime contre l'esprit (Les Martyrs)* puis repris dans Louis ARAGON, *L'Homme communiste*, t. I, Gallimard, 1946. Les Éditions de Minuit furent fondées, rappelons-le, clandestinement durant la Résistance.

arrêté à l'automne 1940. Or, en réalité, Lalet avait été un résistant dès juillet 1940. Il était difficile de croire à une simple erreur.

J'avais connu Lalet à l'époque en tant que « responsable » des Étudiants communistes clandestins. Comme nous étions devenus des amis, je me sentais dépositaire de sa mémoire. De là, le courrier électronique suivant que j'envoyai aussitôt au journal, à l'adresse *direct@humanite.fr* :

Je lis dans *l'Humanité* du 24 mai 2007 que Claude Lalet a été « arrêté au début de 1941 dans une manifestation contre l'occupant ». C'est une erreur. Claude Lalet a été arrêté fin novembre 1940 dans la chute de l'organisation des Étudiants communistes dont il était un des dirigeants. Il a effectivement participé à une manifestation, mais comme organisateur : celle du 8 novembre 1940 devant le Collège de France pour protester contre l'arrestation de Paul Langevin et la révocation des professeurs juifs de la Sorbonne. C'était la première manifestation contre l'occupant et elle a servi de préparation à la grande manifestation étudiante avec les gaullistes du 11 novembre 1940, à l'Étoile.

Aucune réponse ne vint, ce qui me confirma dans l'idée que l'erreur n'était pas fortuite.

Six mois plus tard, le PCF m'invita, par une lettre de son directeur de la communication, Gérard Streiff¹, à une soirée en l'honneur de Guy Môquet à la mi-octobre 2007. Je déclinai parce que je devais effectuer à cette date un voyage en Israël chez les survivants de la famille paternelle de ma femme. Dans ma réponse, j'inclus copie de mon *e-mail* du

1. Auteur d'un livre remarqué : *Jean Kanapa, 1921-1978*, 2 vol., L'Harmattan, 2001. Il m'avait rencontré à cette occasion.

24 mai, en m'étonnant qu'on ne reliât toujours pas Claude Lalet à Guy Môquet.

J'en profitai pour rappeler le martyrologe des Étudiants communistes assassinés par les nazis :

Bob Kirschen, l'adjoint de Claude Lalet, fusillé comme otage en août 1942 ; Jean Rozinoer, notre médecin, assassiné comme juif à Mauthausen en 1943 ; Olivier Souef et Louis Gros, deux des « triangles rouges » déportés à Auschwitz dans le convoi du 9 juillet 1942 et qui y sont morts en août 1942. Je continue de ne pas comprendre pourquoi le PCF ne les associe pas à la commémoration de l'assassinat du lycéen Guy Môquet.

Je dis à Gérard Streiff qu'il pouvait faire état de cette lettre. Il me répondit qu'elle serait publiée dans *l'Humanité*. Je n'en ai pas reçu le moindre écho depuis lors.

En vérité, je ne me suis jamais habitué, depuis mon retour de Mauthausen, en 1945, au silence qui s'est abattu sur mes camarades des Étudiants communistes depuis notre procès de février 1941, qui fut pourtant le premier procès important de communistes à Paris sous l'Occupation et de communistes « revendiquant leur résistance intellectuelle à l'occupation nazie¹ ».

Le procès dura tout le mois de février et nécessita quatre audiences de la 17^e chambre correctionnelle. N'étant qu'un jeune adhérent, je m'en sortis avec trois mois de prison. Le 1^{er} mars 1941, j'étais libre. Je sortis en compagnie de mon ami du lycée Henri-IV Pierre Kast, ainsi que de Louis Gros et Olivier Souef.

1. La justice de Vichy nous accusait de « reconstitution de ligue dissoute » et « d'obéissance aux mots d'ordre de la III^e Internationale ». De là notre insistance sur notre résistance, que nous prétendions, pour notre défense, purement intellectuelle, sans actes pratiques répréhensibles.

Je ne peux me plaindre, contrairement à tous mes camarades, d'avoir été laissé dans l'ombre puisque j'apparais, comme Lalet, dans le texte du « Témoin des martyrs », même si c'est au titre de... fusillé. Mais sur mes camarades et le procès qui nous condamna, le silence fut, et reste, de mise.



Permettez-moi de vous remettre dans l'époque.

Pour retrouver mes parents, j'étais revenu par le premier train rétabli de Rennes, le 11 juillet 1940, dans un Paris vidé et surtout écrasé. Les soldats allemands marquaient, avec des drapeaux rouges à svastika, les lieux qu'ils occupaient. Des barrages de protection coupaient rues et boulevards. Partout, déjà, se dressaient des poteaux indicateurs en allemand.

Les rares Français présents dans la capitale rasaient les murs ; un éclat de rire les faisait se retourner comme s'ils étaient dans un cimetière. Les nazis avaient tout de suite voulu souligner leur domination dans le Quartier latin en organisant, à grand tapage, des conférences de sommités collaborationnistes à la Sorbonne.

Dès la fin de juillet, les Étudiants communistes y intervinrent par des lancers de tracts dénonçant cette collaboration. Christian Rizo et Jean Suret-Canale, deux de mes amis, furent arrêtés sur le fait par les Allemands.

Si nous connaissions ces actes de résistance non rendus publics, nous ne pouvions les clamer de crainte que nos camarades n'en paient le prix. Rizo et Suret-Canale furent libérés au bout de deux mois pour l'un, trois pour l'autre. Aucune information ne devait venir troubler une « collaboration » à laquelle radio et journaux autorisés ne cessaient d'appeler.

Je fus mis en contact avec Claude Lalet par Olivier Souef, auquel j'avais donné mon adhésion aux Étudiants communistes à Rennes, en octobre 1939, aussitôt après la dissolution du PC. Ce rendez-vous eut lieu à la mi-juillet, peu après mon retour à Paris.

Plus grand que moi, mon aîné bien plus mûr et déjà marié, Lalet — les pseudos de la clandestinité n'étaient pas encore de mise entre nous, ce qui allait nous coûter cher — devint mon responsable direct.

Il me confia tout de suite, puisque j'avais été membre des Auberges de la jeunesse avant la guerre, de prendre contact avec la direction du CLAJ (Centre laïque des Auberges de la jeunesse), toujours légal, pour créer un club d'étudiants qui servirait de camouflage à notre organisation clandestine. De ce fait, Lalet allait devenir mon soutien dans la première des graves crises que j'allais connaître avec le parti.

Le CLAJ avait son siège rue Réaumur. J'y tombai sur une équipe de trotskistes aguerris, qui en avaient pris la direction en 1939 : Marcel Beaufrère, Lucienne Abraham, Maurice Laval et celui que nous appelions Ioffé tout court, un parent du Ioffé ami de Trotski.

Dès nos premières discussions, ils me traitèrent de stalinien et me bassinèrent avec les procès de Moscou. Je leur rappelai que j'avais quatorze ans en 1936. Ce qui me sauva fut que nous étions d'accord pour utiliser le CLAJ, aussi longtemps que les nazis ne chercheraient pas à l'embrigader, comme paravent légal pour camoufler nos organisations respectives. Dans le cas contraire, nous le saborderions.

Seul lieu de rencontre pour la jeunesse étudiante d'un Paris sous la botte, mon club eut tout de suite du succès. J'enregistrai quarante, puis cinquante adhésions, dont

beaucoup de jeunes communistes du XI^e arrondissement de Paris, juifs le plus souvent.

Nous allions en groupe camper dans la vallée de Chevreuse. On y trouvait encore facilement à se ravitailler chez des cultivateurs qui n'avaient pu prendre les chemins de « l'exode ». Les veillées, au cours desquelles l'insouciance prévalait encore, se passaient dans l'esprit des Auberges de la jeunesse, avec des chants traditionnels de la gauche et certains révolutionnaires.

Lalet m'avertit vers la mi-août que j'allais être « contacté », à cause de mon club, par un haut responsable des Jeunesses communistes. Rendez-vous fut pris selon les usages et les signes de reconnaissance de la clandestinité. Comme je l'ai raconté dans *J'ai cru au matin*, mon interlocuteur, un grand type qui balayait beaucoup d'air, le prit tout de suite de haut avec moi :

Je mettais le parti devant le fait accompli [...]. Je n'aurais pas dû accepter de responsabilités dans une organisation de masse comme le CLAJ sans en référer au parti. Il désignait les trotskistes comme « nos ennemis ». Soudain, il comprit que je me solidaraisais avec eux pour préférer le sabotage du CLAJ à la coopération avec les autorités allemandes. [...] Les trotskistes, comme toujours, prenaient des positions liquidatrices. Je m'étais laissé avoir. Quand j'ai fini par réaliser, j'ai bredouillé : « Mais tu veux que je collabore avec les autorités d'occupation ? » Ce que j'ai retenu de sa réponse, c'est qu'il fallait être réaliste. Traiter avec les autorités de fait. [...] Alors j'ai dit non¹.

C'est peu dire que je tombai des nues. Je ne savais évidemment rien des tractations entreprises par des chefs commu-

1. Pierre DAIX, *J'ai cru au matin*, Robert Laffont/Opera Mundi, 1976, pp. 31-32.

nistes dès la fin de juin pour faire reparaître *l'Humanité*. Je ne pouvais même pas l'imaginer. Les nazis étaient l'ennemi. Pas seulement comme militaires, mais comme destructeurs de toute pensée libre, comme persécuteurs des Juifs dans un retour au Moyen Âge.

Abasourdi, je refusai. Je passe sur les détails que j'ai fournis dans *Tout mon temps*¹, en 2001, une fois que j'en eus appris davantage sur les tractations en cours, lors de cet été de 1940, entre Jacques Duclos, patron en France du PC, et Otto Abetz, le représentant de Hitler à Paris.

Furieux, l'émissaire du parti m'asséna que je serais exclu des Jeunesses communistes si je ne revenais pas sur ma décision. Je n'obtempérerai pas : je n'étais pas devenu communiste pour faire des choses pareilles.

C'est avec grand malaise que je rendis compte de l'ultimatum à Lalet. Il me dit que j'avais eu raison, que coopérer avec les autorités d'occupation était impensable pour des antifascistes ; les Étudiants communistes ne mangeaient pas de ce pain-là ; ils étaient autonomes, et même si les Jeunesses m'excluaient, les Étudiants me garderaient. Bref, ma réaction avait été saine. Dans toute la suite, nous restâmes comme deux doigts de la main.

Quand je revins au CLAJ pour la réunion hebdomadaire, un peu gêné par ma situation devenue fausse par rapport au parti que je continuais de représenter pour eux, Lucienne Abraham, la responsable, secouant sa lourde chevelure noire, me foudroya du regard : « Vous avez fini par avoir le Vieux ! » Je ne savais ni qui était « le Vieux », ni que Trotski venait d'être assassiné à Mexico, le 20 août 1940.

1. Pierre DAIX, *Tout mon temps : révisions de ma mémoire*, Fayard, 2001, pp. 136-138.

Exclu des Jeunesses communistes, j'allais l'être aussi du CLAJ ! Je tâchai de démontrer ma bonne foi et dit, sans me forcer, que j'étais contre un tel assassinat.



À ce stade, je dois rappeler que je suis né dans le communisme français à Ivry-sur-Seine, qui possédait déjà en 1922 un maire communiste, Georges Marrane. Plus tard, en 1946, devenu ministre, il me confessa qu'il venait voir mon père, alors gendarme, mais qui avait des idées de gauche, et qu'il se rappelait m'avoir fait sauter bébé sur ses genoux.

Lorsque j'eus 5 ans, ma famille s'installa à quelques kilomètres de là, aux Malassis, un quartier communiste de Vitry-sur-Seine. Puis, quittant la gendarmerie, mon père devint enquêteur au service du maire communiste de Villejuif, un écrivain alors célèbre : Paul Vaillant-Couturier.

Mon père était socialiste. Dans ma famille, le beau-frère de mon père, Jean Desjoint, communiste dès le Congrès de Tours, en 1920, avait été exclu en 1928 pour « trotskisme ». Georges, mon cousin, son fils de vingt ans mon aîné, était lui « pivertiste », c'est-à-dire à l'extrême gauche de la SFIO. Autant dire que j'en avais entendu de toutes les couleurs sur les procès de Moscou, qui me semblaient avoir eu des conséquences désastreuses, tant pour la guerre d'Espagne que pour la gauche en France.

Je n'eus donc pas à me forcer pour déplorer l'assassinat de Trotski, d'autant que je n'y voyais pas forcément la main de Staline.



Le Club continua de progresser. Lalet m'apporta un jour de septembre un tract à diffuser annonçant l'exclusion du parti communiste d'un avocat, nommé Robert Foissin, pour avoir pris des contacts avec l'ambassade d'Allemagne. Nous n'y comprenions goutte, mais étions très contents tous les deux, parce que ce tract semblait éloigner mon exclusion, laquelle n'avait toujours pas été officiellement communiquée aux Étudiants.

Très peu de temps après, Lalet me donna rendez-vous fin septembre avec un autre responsable des Jeunesses, posé celui-là. Il me dit d'emblée que c'était moi qui avais raison. Son prédécesseur, un provocateur, avait été exclu. Je fus donc « réintégré » fin septembre¹, au grand soulagement de Lalet.



Deux tiers de siècle plus tard, l'histoire s'est habituée, surtout depuis l'inventaire des « lieux de mémoire » présidé par Pierre Nora², à s'interroger sur le sens des commémorations. Celle qui s'est perpétuée du massacre de Châteaubriant pouvait d'autant moins y échapper qu'elle n'a cessé d'être réactualisée par le parti communiste.

Le refus de rendre hommage à Lalet et, à l'opposé, l'exaltation du seul Guy Môquet s'inscrivent de ce fait dans une crise de longue durée de la mémoire communiste sur cette période de l'été 1940. On n'a pas manqué, dans les débats soulevés par la lecture de la lettre de Guy Môquet, de citer *Le Sang des communistes*, le livre de deux jeunes historiens,

1. P. DAIX, *J'ai cru au matin*, op. cit., pp. 33-34.

2. Pierre NORA (dir.), *Les Lieux de mémoire*, Gallimard, coll. « Bibliothèque illustrée des histoires », 3 t., 7 vol., 1984-1992 ; rééd. Gallimard, coll. « Quarto », 3 vol., 1997.

Jean-Marc Berlière et Franck Liaigre, dont l'introduction est éclairante :

Le culte rendu [par le PCF] aux fusillés de Châteaubriant a eu pour but d'occulter le fait que, lorsqu'ils ont été internés [pour la plupart en octobre 1940], le parti des futurs fusillés n'était nullement sur une ligne de résistance à l'occupant. Ces martyrs propitiatoires proches de la direction nationale sont très tôt érigés en figures éponymes de la Résistance. Or, ce choix, à la lumière de l'Histoire, est pour le moins étonnant. Que magnifie-t-on en effet ? Essentiellement leur précocité résistante, quand bien même la plupart des fusillés n'avaient pas « résisté » avant d'être arrêtés, n'avaient pas eu la possibilité de le faire du fait de la ligne alors suivie par le parti. Il n'est pas étonnant dès lors que les otages les plus révéérés soient ceux qui ont été appréhendés en 1940. [...] Qu'espère-t-on de retour ? Gommer les errances de 1940, faire croire par le biais de la mort de ces martyrs, que le parti a résisté bien avant le 22 juin 1941¹ ?

C'était bien le fond de la question posée par l'erreur de *l'Humanité*, le 24 mai 2007. Lalet, important responsable des Étudiants communistes, résistant dès l'été et l'automne de 1940, condamné pour cela à une lourde peine de prison en février 1941, au terme de laquelle, à l'été de 1941, son internement administratif lui fit rejoindre les futurs fusillés de Châteaubriant, apportait bien la preuve que, parmi eux, se trouvait un résistant incontestable : il est le seul ancien condamné parmi les otages.

En effet, Guy Môquet ne l'a pas été. Il a été arrêté, le

1. Jean-Marc BERLIÈRE et Franck LIAIGRE, *Le Sang des communistes. Les bataillons de la jeunesse dans la lutte armée. Automne 41*, Fayard, coll. « Documents », 2004, pp. 14-15.

13 octobre 1940, à la station de métro Gare de l'Est par trois policiers pour distribution de tracts du PC. Bien que justiciable, ô combien ! quand la majorité était alors à 21 ans, du tribunal pour enfants, il fut incarcéré comme un adulte à la prison de Fresnes. Ce tribunal attendit le 23 janvier 1941 pour ordonner qu'il soit « remis à sa mère, en liberté surveillée ».

C'est là que les autorités de Vichy, au lieu de le relâcher, sans doute parce qu'il avait pour tort d'être le fils d'un député, prirent contre lui un arrêté préfectoral « d'internement administratif ». Du coup, il fut transféré à la prison de la Santé, puis à la section des internés de la prison centrale de Clairvaux, enfin, le 15 mai 1941, au camp de Choisel, à Châteaubriant, en Loire-Atlantique.

Il était né, dois-je le rappeler, le 26 avril 1924. Pour abominable que soit ce parcours carcéral d'un adolescent — les autorités de Vichy rivalisant ainsi avec la Gestapo, qui fusilla, en 1942, mon ami Carlo Schönhaar, 17 ans lui aussi, n'épargnant de l'OS, l'Organisation spéciale responsable des premiers attentats contre l'armée allemande, que mon autre ami André Kirschen, le petit frère de Bob (l'adjoint de Lalet), qui, lui, n'avait que 15 ans —, il n'empêche que, du point de vue de l'activité résistante, la comparaison entre Guy Môquet et Lalet n'est pas pertinente. À plus forte raison, celle de Lalet avec les autres fusillés, internés administratifs de Châteaubriant.

En effet, les futurs fusillés, comme Charles Michels ou Jean Poulmarc'h — le PC ayant fait évader Fernand Grenier à temps —, ont été arrêtés chez eux dans la grande rafle de la police de Vichy les 5 et 6 octobre, ou un peu plus tard, dans la poursuite de la rafle, comme Jean-Pierre Timbaud, le 18 octobre. Le PC les avait fait œuvrer au

grand jour lors de ses tractations avec Abetz, et leur retour à la clandestinité avait été trop retardé. C'est ce qui explique le coup de pouce chronologique de *l'Humanité*, en 2007.

Bertrand Matot, qui effectue des recherches sur la résistance des élèves du lycée Rollin, à Paris, désormais Jacques-Decour, m'apprit, en novembre 2007, que Claude Lalet y avait été élève — il y passa même son bac en 1937 — et que son nom n'avait été ajouté sur la liste des élèves du lycée morts pour la France qu'en 1955.



Si je fus « réhabilité », à la fin de septembre 1940, par un envoyé des Jeunesses communistes, ces dernières étaient bel et bien alors « à la traîne », comme me le disait Lalet, allant jusqu'au refus de diffuser notre journal clandestin parce qu'il s'appelait *l'Étudiant patriote*...

Mais comment s'en prendre, comme on l'a fait, à Guy Môquet, un gosse que l'emprisonnement de son père poussait à révéler la religion du PC ? Secouant l'édredon de peur qui étouffait Paris, il avait osé commettre un acte illégal. Sut-il même que l'attentat de Nantes, qui le fit fusiller comme otage, avait été le fruit du renversement de la politique du PC après l'attaque hitlérienne contre l'URSS ?

Rendons à Nicolas Sarkozy le mérite d'avoir fait connaître son sacrifice à des générations pour lesquelles il n'était plus que le nom d'une station de métro, près de la porte de Saint-Ouen, que personne ne fleurissait plus, le 20 octobre, depuis longtemps.

Les Étudiants communistes de 1940

En 1975, quand le souvenir de 1968 était encore chaud, Albert Ouzoulias (1915-1995), qui fut, après son évasion d'un camp de prisonniers, un des dirigeants de l'Organisation spéciale, fit paraître *Les Fils de la nuit*¹.

Dans ce livre, tout était agencé pour démontrer une résistance globale des communistes dès le début de l'Occupation. Sans doute cela visait-il à répondre aux vifs débats que soulevait alors le passé du secrétaire général du PCF, Georges Marchais, qui avait travaillé en Allemagne durant l'Occupation.

Le rôle des Étudiants communistes était particulièrement mis en valeur :

Pour les intellectuels, enseignants, élèves et étudiants, la défense de la culture et d'un enseignement français s'ajoute, plus fortement que pour tout autre, aux raisons qu'ils ont de lutter pour l'indépendance nationale, la liberté de penser. [...] En Sorbonne, le savant Georges Claude et l'académicien Abel Bonnard font des conférences en faveur de la kollaboration, mais des galeries supérieures des lanciers de tracts ont lieu. Ils sont signés L'Union des étudiants et lycéens communistes de France. [...] En Sorbonne, l'organisation est dirigée par Claude Lalet et Olivier Souef².

Il n'y avait donc à cette époque aucune réserve quant à l'action de Lalet, bien au contraire.

1. Albert OUZOULIAS, *Les Fils de la nuit*, Grasset, 1975 ; reprise de son livre précédent, *Les Bataillons de la jeunesse*, Éditions sociales, 1972. Comme, entre les deux livres, j'étais devenu quelqu'un à ignorer pour le PC, il m'a complètement éliminé de l'activité de l'OS. Il a toutefois laissé mon nom parmi les Étudiants communistes et m'a dédié son livre : « Au camarade Pierre Daix, un des "fils de la nuit", le Colonel André ».

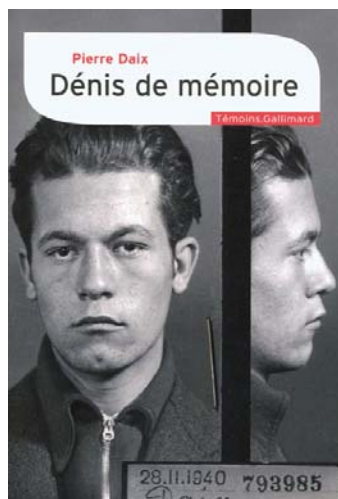
2. *Ibid.*, pp. 70-71.

« Entretien avec Heinz Berggruen », *in* PICASSO/BERGGRUEN, UNE COLLECTION PARTICULIÈRE, Flammarion, 2006.

LES APRÈS-GUERRES DE PICASSO (1945-1955) ET SA RUPTURE AVEC ARAGON, Neuchâtel, Ides et Calendes, 2006.

PICASSO, Tallandier, 2007.

« Les étapes chez Picasso de la découverte du cubisme », *in* PICASSO CUBISTE, Flammarion, 2007.



Dénis de mémoire

Pierre Daix

Cette édition électronique du livre *Dénis de mémoire* de *Pierre Daix*
a été réalisée le 24/11/2008 par les Editions Gallimard.
Elle repose sur l'édition papier du même ouvrage, achevé d'imprimer le
21/08/2008 (ISBN : 9782070121892)
Code Sodis : N02272 - ISBN : 9782072022722